

LA PRESSE D'OPPOSITION MAROCAINE ET LA GUERRE DU GOLFE; L'IMPACT D'UN ÉVÉNEMENT EXTÉRIEUR SUR LA POLITIQUE INTÉRIEURE

Norbert BUSSINK*

Dans les analyses récentes du système politique marocain, l'accent semble s'être déplacé des partis d'opposition légaux vers le mouvement d'opposition islamiste. Parmi les causes qui sont invoquées pour expliquer la marginalisation des partis d'opposition légaux, sont surtout nommés leur manque de crédibilité dans leur rôle d'opposition, leurs divisions internes et le fossé idéologique qui les sépare de la majorité de l'électorat (1). Cette image se doit d'être rectifiée à la lumière des événements qui se sont déroulés à l'occasion de la guerre du Golfe entre janvier et février 1991.

Les partis de l'opposition ont été, durant cette période, à la tête d'un mouvement de solidarité des masses avec l'Irak, un mouvement qui, de toute évidence, était également dirigé contre l'attitude pro-occidentale du roi Hassan II. Le 7 février eut lieu, à Rabat, la plus grande manifestation au monde de solidarité avec l'Irak, à laquelle participèrent, selon certaines estimations, 700 000 Marocains. Cette manifestation, la seule autorisée par le roi, fut également la plus importante au Maroc depuis l'indépendance.

Dans cet article, notre analyse portera sur l'évolution du discours de ce mouvement, depuis le début de la crise du Golfe, en le replaçant dans le contexte de la politique intérieure tant il est vrai que l'opposition dirigée contre la

* Docteur de 3^e cycle en Science politique et langue et civilisation arabes à l'Université d'Amsterdam.

Cet article est fondé sur une recherche effectuée au Maroc d'avril à juillet 1991. Sa rédaction finale a été largement facilitée par les commentaires de MM. Paolo DE MAS et John A. NAWAS.

(1) Cf. par exemple : BENOMAR, J., The monarchy, the islamist movement and religious discourse in Morocco -, *Third World Quarterly* 10 (1988), 539-555 ; 539 ; Leveau, R., Aperçu de l'évolution du système politique marocain depuis vingt ans, *Maghreb-Machrek* 106 (1984), 7-36 ; Ruf, W., Marokko, in Robert, R., et Steinbach, U., (eds) *Der Nahe und Mittlere Osten : Politik, Gesellschaft, Wirtschaft, Geschichte kultur*, Vol. II Opladen : Leske en Budrich, 1988, 269-284 ; 279-281.

Zartman, W., Opposition as support of the state, in, Dawisha, A., et Zartman (eds), *Beyond coercion : the durability of the Arab state* [Nation, State and integration in the Arab world III]. London, New York, Sydney : Croom Helm, 1988, 97-111. Son analyse, qui se limite au rôle des partis légaux, semble une exception à la règle, tout en reconnaissant que les partis d'opposition légaux ne jouent qu'un rôle secondaire dans la légitimation du régime du roi Hassan II. Leur existence dépendrait de l'existence du système politique actuel et aucun changement fondamental ne serait visé. Par ailleurs, selon la définition formaliste de Zartman du système politique, l'opposition islamiste n'existe pas hors de son cadre analytique.

diplomatie pro-occidentale de Hassan II a eu pour principal objectif d'« affaiblir le pouvoir sur le plan de la politique intérieure » (2).

En d'autres termes, notre analyse tentera de mettre en relief la façon dont les partis marocains ont utilisé les événements de la crise du Golfe pour mobiliser leurs adhérents et renforcer leur position d'interlocuteurs obligés face au régime politique. Cet article est fondé sur une recherche effectuée à partir du contenu des informations parues au sujet de la crise du Golfe et de ses conséquences, dans les trois principaux quotidiens d'opposition de langue arabe, à savoir : *al-Ittihâd al-Ichtirâki*, édité par l'USFP (socialiste); *al-'Alam* du parti nationaliste *Istiqlâl*, et *al-Bayân* du PPS (dit communiste) (3). L'édition d'un quotidien est, compte tenu de l'affaiblissement du statut et du rôle du Parlement dans le processus politique et des difficultés d'accès aux médias audiovisuels, l'instrument le plus important dont les partis d'opposition disposent. Ces quotidiens n'ont pas de réelles prétentions d'ordre journalistique ou commercial; ils sont utilisés d'abord comme supports d'informations destinées à faire connaître leur point de vue et à rallier la base de leurs adhérents.

La réaction du pouvoir marocain face aux événements du Golfe

Le 2 août 1990, le jour même où les troupes irakiennes envahirent le Koweït, le gouvernement marocain condamna cette violation du droit international. Un sommet arabe était organisé au Caire une semaine plus tard, au cours duquel les Etats se montrèrent incapables, du fait de leurs divergences de position, de trouver une solution interne à ce conflit inter-arabe. La majorité des leaders arabes, dont le roi Hassan II, soutenaient la résolution du Conseil de sécurité appelant à des sanctions contre l'Irak et appuyaient la demande du Koweït et de l'Arabie Saoudite concernant une aide militaire occidentale.

Le 15 août, le roi Hassan II annonce lors d'une interview dans *Le Monde* qu'il a décidé d'envoyer une force de défense « symbolique » en Arabie Saoudite (et aux Emirats arabes unis). Ces troupes marocaines de quelques milliers d'hommes ne furent pas placées sous le commandement des alliés, contrairement aux autres unités dans la région, car leur présence résultait d'un accord bilatéral entre le Maroc et l'Arabie Saoudite. Cet accord avait été signé le 9 août déjà – soit un jour avant le sommet du Caire – ce que révéla le roi au cours d'un entretien le 2 février 1991. C'est pour cette raison qu'il estimait que le Maroc n'était pas responsable de la division causée par la participation des pays arabes dans les forces armées multinationales, celle-ci résultant d'une décision prise au sommet par un vote majoritaire.

(2) ROUSSET, M., Préface, in Ibraï, S., *Pouvoir et influence : Etat, partis et politique étrangère au Maroc*, Rabat, Edino, 1986, 1-VI : IV.

(3) Pour une explication et annotation détaillée, cf. notre mémoire de maîtrise, *Marokko en de Golfoorlog : de oppositiepers over de Golfoorlog en zijn binnenlandse gevolgen*. Université d'Amsterdam, Faculté des Lettres, département de Langues et Civilisations sémitiques (Langue et Civilisation arabes) : non publié, 1992.

Le roi compensait la mauvaise perception de son soutien aux Etats arabes pro-occidentaux en critiquant sévèrement le soutien américain à Israël. Il offrait aussi à Saddam Hussein son appui dans la recherche d'une solution honorable. Les rapports entre le Maroc et l'Irak s'aggravèrent à la suite du mauvais traitement du personnel diplomatique marocain en poste au Koweït. Lors d'une réunion extraordinaire, trois commissions parlementaires ont protesté avec véhémence contre le traitement réservé au corps diplomatique marocain et exigé le retrait inconditionnel des troupes irakiennes (*al-'Alam*, 31-8-90).

Ensuite, le roi adopta une position neutre notamment dans son discours du 12 octobre, où il établit un rapprochement éthique et thématique entre la situation au Koweït et la situation dans les territoires palestiniens occupés, bien qu'il refusât tout rapprochement entre le retrait des armées irakiennes du Koweït et le retrait d'Israël des territoires palestiniens occupés. Les initiatives diplomatiques de Hassan II pendant la crise, principalement au niveau maghrébin, ne se voient guère couronnées de succès.

Un projet de résolution est adressé aux Nations Unies pour appeler à un cessez-le-feu (*al-'Alam*, 30-1-91) et envoyer des troupes maghrébines occuper les positions de l'armée irakienne. La proposition fut rejetée par le Conseil de sécurité, mais le rétablissement de l'unité maghrébine fut en lui-même un succès. Dans les discours du 15 janvier et du 1^{er} février 1991, Hassan II met en garde ses sujets de ne pas prendre parti dans le conflit entre les deux « Etats-frères ». Il menace de proclamer l'état de siège en cas de manifestations non-autorisées. Cette menace n'a jamais été mise en exécution malgré de violentes réactions dans la presse et la rue pendant toute la durée de la guerre. Même l'interdiction explicite de critiquer la force militaire marocaine en Arabie Saoudite fut violée lors d'une réunion du Parlement le 22 janvier au sujet de la guerre du Golfe, sans que cela ne prête pour autant à conséquence.

« Attendre que cela se passe » est la meilleure description de l'attitude du pouvoir marocain pendant la guerre. Les manifestations illégales furent réprimées moins durement certes que celles qui avaient marqué la grève générale un mois auparavant, le 14 décembre 1990 (4). Les infractions aux restrictions de la liberté de parole fixées par le roi ne furent pas poursuivies. Dans un même temps, celui-ci condamnait l'intervention militaire des alliés et plaidait en faveur d'une solution diplomatique. Mais ce ne furent que de vaines paroles : les troupes marocaines ne devaient pas quitter la zone de guerre. Après la guerre, il soutint la proposition d'une conférence internationale à laquelle Israël, les Palestiniens et les Etats limitrophes devraient participer, (*al-'Itihād al-*

(4) La réunification et la capacité de mobiliser ne s'obtinrent pas du jour au lendemain. En décembre 1990, eut lieu une grève générale très suivie, organisée par les deux syndicats liés aux deux principaux partis d'opposition, contre la politique socio-économique du gouvernement et qui se termina par des troubles qui furent violemment réprimés, coûtant la vie, selon la presse marocaine à plusieurs dizaines de personnes ou, selon des observateurs, à plusieurs centaines. Bien qu'il n'y ait pas de rapport direct entre cette grève et la crise du Golfe (qui recevait, un mois avant l'expiration de l'ultimatum lancé par l'ONU à l'Irak, beaucoup d'attention dans la presse), la coopération sur le terrain socio-économique vint sans aucun doute renforcer la coordination de la contestation contre la coalition internationale anti-irakienne.

Ichtirâki, 4-3-91), sans jouer ensuite le moindre rôle dans le processus de négociations. Au niveau intérieur, il promet des élections libres et justes dans un futur proche, sans pour autant indiquer aucune date (5).

La crise du Golfe à travers *al-Ittihâd al-Ichdirâki*, *al-'Alam* et *al-Bayân*

al-Ittihâd al-Ichdirâki

Le quotidien de l'USFP socialiste *al-Ittihâd al-Ichdirâki* exprimait prudemment ses réserves quant à la réaction du roi, en ne consacrant à la condamnation du roi de l'occupation du Koweït qu'un bref article dans les pages intérieures du journal (4-8-90, p. 3). Il se montrait profondément choqué par la division interne qui empêchait une solution arabe et critiquait sévèrement les Etats arabes, notamment les Etats du Golfe et l'Égypte qui soutenaient la venue de soldats occidentaux sur la terre arabe. L'échec d'une solution arabe pacifique est principalement attribué à l'intervention trop rapide des alliés qui met les Arabes devant un fait accompli.

Selon *al-Ittihâd al-Ichdirâki*, les sanctions du Conseil de sécurité contre l'Irak seraient seulement destinées à protéger les intérêts occidentaux dans la région. Il rejette l'argument selon lequel l'Irak devrait être puni de ne pas avoir respecté les lois internationales, puisque l'infraction à ces mêmes lois par Israël, entre autres, qui occupe les territoires palestiniens et par les grandes puissances au Vietnam et en Afghanistan ne fut jamais sanctionnée. Le quotidien se prononce donc contre les sanctions économiques et militaires.

La presse marocaine n'était pas en mesure de critiquer l'envoi de troupes marocaines dans la région sans s'attaquer du même coup au système politique et constitutionnel marocain qui interdit en effet toute critique à l'encontre des décisions prises par le roi lui-même et des forces militaires royales. *Al-Ittihâd al-Ichdirâki* eut fréquemment recours à des tournures générales pour éviter la censure. C'est ainsi que ses critiques furent dirigées contre « les gouvernements arabes pro-occidentaux » ou « les gouvernements du Golfe, l'Égypte, etc. ».

Au cours de la crise, le quotidien défendit régulièrement les droits historiques de l'Irak sur le Koweït. Ce pays aurait toujours fait partie de l'Irak, mais les Anglais lui auraient donné l'indépendance afin de diviser le pouvoir des Arabes. A ce discours arabiste, vint s'ajouter à un certain moment un élément islamique. Selon les déclarations d'un groupe de 12 '*ulamâ'*', publié à deux reprises par *al-Ittihâd al-Ichdirâki* (6), il serait défendu par la *sharia* d'invoquer l'aide des infidèles dans les conflits entre Musulmans.

(5) Cette promesse a abouti au référendum constitutionnel du 4 septembre et aux élections communales du 16 octobre 1992. Les élections législatives sont fixées au 30 avril 1993.

(6) Ces '*ulamâ'*' n'ont rien à voir avec les conseils provinciaux d'*ulamâ'*', ni avec *Râbitat al-'Ulamâ'* (l'union d'*ulamâ'*), installés par le gouvernement. Les deux principaux porte-parole signataires furent le professeur *'Abd al-Lah Muhammad ben al-Siddiq*, de l'université *Azhar* du Caire et l'université *Qarawyyin* de Fes, et le professeur *Idris al-Kittâni*, de l'université *Qarawyyin*. Les déclarations furent publiées le 17/9/1990 et le 19/2/91 dans *al-Ittihâd al-Ichdirâki*.

Une autre considération importante est invoquée par ce groupe de 12 *'ulamâ* selon lequel les Etats du Golfe ont une obligation, la *zakâat*, envers les autres pays islamiques et arabes ; une obligation pour les Etats pétroliers de partager entre eux au moins 20 % de leurs revenus. C'est l'injuste répartition des richesses qui serait à l'origine de la division arabe et constituerait par là son talon d'Achille.

Le 17 janvier 1991 les alliés déclenchaient l'attaque contre l'Irak. Les bombardements aériens furent unanimement décrits par la presse de l'opposition comme des attaques « sionistes-impérialistes », visant « la destruction et l'effacement géographique du peuple irakien ».

Al-Ittihâd al-Ichdirâki se déclarait totalement solidaire de l'Irak, qui devient le symbole de la cause nationaliste arabe, et demandait pour la première fois ouvertement le retrait des troupes marocaines. Bien que cette demande n'ait jamais été commentée par le pouvoir, aucune poursuite ne fut entamée contre les membres de l'opposition qui plaidaient en faveur d'un retrait des troupes.

Dès le premier jour des hostilités contre l'Irak, *al-Ittihâd al-Ichdirâki* faisait état de manifestations limitées et spontanées (euphémisme marocain pour « illégal ») contre l'engagement des forces occidentales contre l'Irak.

L'organisation de manifestations plus importantes par les partis de l'opposition était plus ardue. Après des demandes insistantes, une seule et unique manifestation des partis d'opposition unifiés fut autorisée, le 3 février 1991 à Rabat. Après cette manifestation, *al-Ittihâd al-Ichdirâki* publia quelques commentaires qui devaient servir de base aux conclusions que ce quotidien allait tirer après la guerre. Selon *al-Ittihâd al-Ichdirâki* cette manifestation prouvait :

- l'identité arabe du peuple marocain ;
- l'extension de la conscience de la population malgré la politique de désinformation des médias officiels ;
- l'unité de la population ;
- la nécessité d'une augmentation des droits démocratiques.

Le quotidien socialiste insistait dans son analyse sur le fait que la guerre du Golfe avait prouvé de manière concluante qu'il n'existait plus aucune puissance capable de résister à l'impérialisme américain (et ouest-européen). Les peuples du monde arabe et du Tiers Monde ne peuvent guère compter que sur leurs propres forces dans la lutte pour une véritable indépendance. La propagande arabiste des régimes arabes (entre autres le Maroc) s'était révélée impuissante sous la pression occidentale, et aucun soutien ne pouvait être espéré de l'ex-URSS. Cependant, le peuple marocain était devenu conscient des motifs impérialistes de l'Occident depuis la guerre du Golfe. C'est pourquoi, malgré les suites pitoyables pour le peuple irakien, cette guerre avait été fort utile pour le Maroc, pour autant que la classe au pouvoir soit convaincue de la nécessité d'une politique démocratique, arabiste et indépendante de l'Occident.

Al-'Alam

Contrairement à *al-Ittihâd al-Ichdirâki*, *al-'Alam* consacrait une grande attention à la condamnation de l'occupation du Koweït exprimée par le roi. Selon ce quotidien, l'Irak est le responsable principal. Néanmoins, dans l'espace d'une

semaine, il se distançait subtilement de la coalition anti-irakienne en rendant compte de manière positive des initiatives de paix irakiennes et en critiquant sévèrement l'aide occidentale invoquée par les régimes arabes.

Les articles de *al-'Alam* furent plus neutres, privilégiant un rapport plus complet de la politique gouvernementale marocaine et des réactions internationales, au détriment de commentaires et d'analyses. Mais finalement ses positions sur de nombreux sujets, comme la division arabe, les sanctions des Nations Unies, l'envoi de troupes marocaines, les « droits historiques » de l'Irak sur le Koweït et la solution militaire de l'Occident étaient très proches de celles de *al-Ittihâd al-Ichtirâki*.

Le rôle que jouait le groupe des 12 *'ulamâ'* y était encore plus important. Tout d'abord, quatre déclarations de ce groupe y furent publiées. Ensuite, plusieurs membres du groupe y ont fait paraître en février 1991 des articles dans lesquels ils défendaient l'occupation du Koweït et mettaient en garde contre le rôle des *'ulamâ'* officiels de plusieurs pays du monde arabe et islamique qui légitimaient la politique pro-occidentale de leurs gouvernements (7).

Remarquable était également la publication dans *al-'Alam* d'une déclaration d'une organisation islamiste, interdite en 1984, *Jamâ'at al-'Adl wa al-Ihsân* (8). Cette déclaration était une protestation contre la suspension du professeur 'Abd al-'Aziz ben al-Siddiq (9) et de quelques autres personnes de leur fonction de prêcheur du vendredi. Cette action faisait partie d'une « lutte pour la *khutba* » (sermon du vendredi), au sujet de laquelle *al-'Alam* avait déjà fait une campagne de presse. Les prêcheurs avaient refusé de lire les sermons standards distribués par le gouvernement, et en protestant contre l'attaque dirigée contre l'Irak, ils n'avaient pas respecté l'interdiction de faire de la politique dans les mosquées. Bien que, à l'instar de *al-Ittihâd al-Ichtirâki*, *al-'Alam* se montre également choqué et très critique à l'égard des actions militaires dans le Golfe, le quotidien de l'Istiqlal est relativement discret sur les manifestations interdites à plusieurs reprises par le roi.

Mais vers la fin de la guerre, notamment pendant les combats terrestres, *al-'Alam* devait aller plus loin que son concurrent en reprenant à son compte la propagande de guerre de l'Irak. Dans les articles en question, *al-'Alam* se montre étonnamment optimiste quant aux chances de l'Irak de gagner la guerre. Le 26 février, le quotidien annonçait qu'après 36 heures de combats terrestres, l'Occident avait perdu l'espoir d'une victoire immédiate. Les Marocains avaient déjà entendu la nouvelle du retrait irakien du Koweït à la radio.

Après la fin de la guerre, le 27 février, *al-'Alam* tenta lui-aussi d'analyser les conséquences pour le Maroc du « nouvel ordre mondial » du président Bush.

(7) Les déclarations du groupe de 12 furent publiées les 18/9/1990, 2/12/1990, 25/1/1991, en 21/2/1991. Les deux signataires nommés en premier lieu, professeur 'Abdallah Muhammad ben al-Siddiq et professeur Idris al-Kittâni publiaient individuellement des textes les 29/1/1991, 3/2/1991, 18/2/1991 et 24/2/1991.

(8) Munson Jr H., Islamic revivalism in Morocco and Tunisia, *Muslim world* 76, (1986), 203-218, p. 207.

(9) Je n'ai aucune indication sur d'éventuels liens de parenté entre le professeur 'Abdalaziz ben al-Siddiq et le signataire du groupe de 12, 'Abdallah ben al-Siddiq.

Contrairement à l'analyse approfondie de *al-Ittihâd al-Ichdirâki*, le quotidien ne se préoccupe pas des conséquences idéologiques, mais se concentre sur le nouvel équilibre politique international qui ne fait qu'accentuer la nécessité pour l'Etat marocain d'être fort et stable, une force et une stabilité qui ne peuvent être obtenues que grâce à une consolidation et une démocratisation des institutions nationales, concrètement parlant, par l'organisation rapide d'élections libres et justes.

En résumé on peut dire que ces deux quotidiens de l'opposition ont tenu un discours fortement arabiste et pro-irakien contre la politique pro-occidentale du roi. En fonction des circonstances ce discours fut même complété par des arguments islamiques. Malgré la censure, ces deux quotidiens ont montré par leurs articles sur les actions contre le rôle du Maroc dans la guerre, qu'il y avait une relation étroite entre la presse d'opposition légale et les activistes. Bien que *al-'Alam* ait adopté souvent des positions modérés et décalées dans le temps par rapport à *al-Ittihâd al-Ichdirâki* pour la publication d'articles risquant la censure, les deux quotidiens se trouvèrent, en général, sur la même ligne. *Al-Bayân* avait choisi, quant à lui, une toute autre position.

Al-Bayân

L'éditeur de *al-Bayân*, le Parti du Progrès et du Socialisme, n'était pas d'accord avec les autres partis de l'opposition au début de la guerre. Le parti soutenait la position du roi et exprimait son indignation face à la violation du droit international commise par l'Irak.

Al-Bayân insistait surtout sur l'atteinte portée à la solidarité arabe par l'Irak en occupant militairement un Etat-membre de la Ligue arabe et sur la responsabilité de Saddam Hussein pour l'intervention occidentale consécutive à cette action. La décision majoritaire du sommet arabe du 10 août fut en effet perçue comme le signe que les autres pays arabes n'étaient pas disposés à accepter l'agression irakienne.

Cependant, plus la date d'expiration de l'ultimatum d'action militaire se rapproche, plus *al-Bayân* se distancie de la coalition anti-irakienne et s'oppose à une solution militaire. Le quotidien s'explique en insistant sur la menace de guerre dans la région que la présence de troupes occidentales représente. Dans cette nouvelle situation, l'Irak n'est plus considéré comme agresseur mais comme victime. Le PPS rejoint le comité de solidarité avec le peuple irakien, qui rassemble désormais tous les partis légaux d'opposition.

Bien que l'analyse de *al-Bayân* sur les implications internationales de la guerre soit négative – les Etats-Unis sont la seule puissance à exister encore, et l'intérêt politique de *l'Intifada* a été réduit à néant – aucune conséquence n'est tirée pour la politique intérieure marocaine. Le sujet qui retient le plus l'attention est la coopération entre les partis de l'opposition, à laquelle le PPS a participé pendant la guerre.

Evaluation des rapports au sein de l'opposition

On peut distinguer, d'une part, *al-Ittihâd al-Ichdirâki* et *al-'Alam* qui ont une politique nettement prononcée contre le gouvernement marocain, et d'autre

part, *al-Bayân* qui, malgré son soutien au comité de solidarité avec le peuple irakien, n'a jamais prononcé de critique nette sur la politique du gouvernement.

A la tête de la presse d'opposition se trouve *al-Ittihâd-al-Ichtrâki*, dont les arguments sont repris quelques temps après par *Al-Alam*. à travers des articles passibles de la censure, relatant des manifestations à l'intérieur du pays. Le rapprochement avec les autres partis, opéré par le PPS, s'effectua à un moment où la guerre du Golfe semblait inévitable et où la solidarité de la population marocaine avec les victimes arabes était massive (10). Le PPS, risquant de décevoir ses partisans, décida de nuancer ses positions. Contrairement aux autres partis d'opposition, si le PPS critiqua l'Occident belliqueux, il ne défendit pas pour autant la revendication de Saddam Hussein sur le Koweït. Le discours d'*al-Bayân* révèle une discordance entre l'expression de sa solidarité avec l'Irak comme victime de l'impérialisme occidental d'une part, et sa critique fondamentale sur la nature du régime de Saddam Hussein dominé par le Parti Baas et son « aventure irresponsable » au Koweït d'autre part. C'est en cela que le PPS s'est comporté comme un membre à part dans l'opposition marocaine. Pour le reste, *al-Bayân*, semble, dans ses articles sur les manifestations à l'intérieur du pays, pouvoir aller plus loin que les autres journaux d'opposition. Il est le seul quotidien à relater des actions auxquelles le parti ne participe pas lui-même et à garder un ton neutre, contrairement aux autres quotidiens fortement politisés. Comme parti relativement peu dangereux, le PPS peut se permettre dans son journal plus de liberté de ton et de sujet que ses deux « grands frères ».

Le discours arabiste islamisé

Un événement important pendant la guerre du Golfe fut le rapprochement consacré bien qu'occasionnel entre l'opposition légale et le mouvement islamiste. Les déclarations radicalement anti-occidentales des 12 '*ulamâ*' furent publiées principalement par *al-'Alam* mais aussi par *al-Ittihâd al-Ichtrâki*. Se fondant sur une argumentation islamique, ils refusaient l'aide occidentale militaire à un pays-frère islamique et défendaient l'annexion du Koweït par l'Irak. Ils réclamaient aussi les richesses pétrolières des États du Golfe pour les pays non-pétroliers arabes et islamiques. Ces déclarations sont d'autant plus remarquables qu'il est rare, en général, que les journaux marocains fassent état des activités ou points de vues d'autres formations politiques, tandis que dans ce cas, les arguments ainsi que les auteurs sont rapportés. Ce rapprochement entre l'opposition légale et le mouvement islamiste est d'un grand intérêt. Il semble en effet traduire une concordance des arguments islamiques du groupe des

(10) Bien qu'aucun sondage d'opinion n'ait été effectué à ce sujet au Maroc, on peut déduire cette conclusion de la préoccupation générale de la société en janvier et février 1991 à l'égard des événements dans le Golfe. Les quantités énormes de courriers envoyés sur ce sujet aux rédactions des journaux et les manifestations illégales confirment cette impression. Il est difficile de déterminer si cette majorité bruyante couvrait une minorité moins pro-irakienne et plus nuancée. La conversion tardive et partielle du PPS laisse présumer que ce parti n'avait guère confiance en un soutien public substantiel à sa position initiale plus modérée.

'*ulama* non seulement avec les positions des partis d'opposition, mais aussi avec l'opinion des grandes masses de la population qui dépassent le cadre traditionnel de la clientèle des partis d'opposition. L'expression de sentiments négatifs envers l'Occident et certains Arabes décadents du Golfe en termes islamiques, rendait le discours arabiste accessible à de plus grandes couches de la population. Il est à noter cependant que les propositions des deux quotidiens (renvoyer en premier lieu les troupes occidentales et utiliser ensuite les riches pays pétroliers pour résoudre tous les problèmes politiques et socio-économiques du monde islamique) ne furent jamais développées concrètement. Les probabilités de voir l'idée se réaliser étaient évidemment aussi faibles que l'adhésion aux actions militaires massives de l'Occident. La colère ressentie de manière généralisée et profonde à l'égard des actions inflexibles des puissances (régionales) explique le caractère radical du discours arabo-islamiste. Il est fort possible que cette colère exprimée de manière quasi euphorique dans les journaux et dans la rue ait servi d'ersatz de la colère ressentie à l'égard de l'incapacité à exercer une quelconque influence sur la situation politique et socio-économique interne.

L'influence de la guerre sur les libertés politiques

L'effet du déclenchement de la guerre sur l'attitude des trois quotidiens fut important. Tandis que *Al-Bayân*, (11) comme on l'a vu, changeait de position, les deux autres quotidiens changeaient leur ton et leur attitude d'autocensure. L'interdiction explicite de prendre parti dans le conflit et l'interdiction de rapporter sur les manifestations à l'intérieur du pays, furent ouvertement enfreintes. Cela ne veut pas dire qu'on pouvait désormais tout écrire. Bien que, faisant écho au plaidoyer de l'opposition au parlement, les trois quotidiens aillent, début février, jusqu'à revendiquer le retrait des troupes marocaines de l'Arabie Saoudite, dès la fin de la session extraordinaire du Parlement sur la guerre du Golfe, le sujet disparaît totalement des quotidiens d'opposition. La politique extérieure du Maroc reste le « domaine réservé » du roi (12) et demeure, de ce fait et en dehors de cette brève période, tabou. Bien qu'aucun doute ne plane sur leur position, les quotidiens ne peuvent énoncer aucune alternative concrète.

*
* *

Les deux partis principaux de l'opposition au Maroc, l'USFP et le parti de l'Istiqlal, se trouvèrent pendant la guerre à la tête d'un mouvement populaire actif et massif qui montra sa solidarité avec l'Irak. Ce mouvement s'opposait à

(11) Le 17 janvier *al-Bayân* publiait par exemple un compte rendu sur une manifestation illégale à Rabat contre la menace d'attaque contre l'Irak. Le quotidien faisait également part de manifestations comparables à Oujda et Tanger. *al-Ittihād al-Ichtrākī* ne faisait part, quant à lui, que de la manifestation d'Oujda, tandis que *al-'Alam* gardait le silence.

(12) Ihrāī, S., *Pouvoir et influence : Etat, partis et politique étrangère du Maroc*, Rabat, Edino, 1986, p. 16.

la politique pro-occidentale du roi Hassan II, qui prenait parti pour les Etats du Golfe, spécialement l'Arabie Saoudite et le Koweït, vilipendés par l'opposition.

Le rôle de guide idéologique du mouvement populaire joué par ces partis peut être démontré à partir des prises de position publiées dans leurs journaux respectifs, *al-Ittihād al-Ichirāki* et *al-'Alam*. Le discours développé dans ces journaux au cours des mois précédant la guerre put sans difficulté être repris lors des manifestations organisées au début des opérations militaires. Les partis de l'opposition et autres organisations proches étaient d'ailleurs souvent à l'origine de ces manifestations. Même le PPS, qui soutint d'abord les sanctions des Nations Unies contre l'Irak, participa aux manifestations de l'opposition unifiée pendant la guerre. *Al-Bayān* était le seul à continuer de faire une différence entre le peuple irakien avec lequel il était solidaire et le régime Baas de Saddam Hussein qui annexait le Koweït et qu'il dénonçait. L'audience, au sein de la population, du discours de l'opposition fut facilitée par le rapprochement entre le mouvement islamiste et l'opposition légale. La publication des déclarations du groupe de 12 '*ulamā*' indépendants dans les journaux de l'opposition et ensuite les commentaires rédactionnels faisant écho à leurs arguments conféraient une certaine légitimité islamique à l'attitude de l'opposition laïque. Les arguments introduits par les savants musulmans – la *charia* interdit l'aide de non-musulmans en cas de conflits internes et les richesses pétrolières islamiques reviennent à tous les musulmans – exerçaient une grande force de conviction sur de grandes couches de la population qui n'appartenaient pas au groupe d'adhérents traditionnels. C'est pourquoi l'opposition reprit volontiers ces arguments dans son discours. Bien que l'opposition ait eu les coudées plus franches qu'auparavant pour différer du point de vue officiel, toute critique visant directement la politique du roi Hassan II, qui monopolise la politique extérieure, demeure impossible. Ainsi l'attitude radicale pro-irakienne et l'hostilité à l'égard de la coalition internationale étaient-elles plutôt l'expression d'une frustration due à l'impuissance de l'opposition que le produit d'une analyse profonde des intentions irakiennes et des possibilités diplomatiques du monde arabe.

Il reste à déterminer dans quelle mesure l'unité retrouvée de l'opposition et le renforcement de son ascendant idéologique et de sa capacité de mobilisation, auront des développements durables. L'opposition marocaine ne peut guère se faire d'illusions à cet égard, étant donné que sa force à résultat pendant la guerre, de circonstances internationales exceptionnelles et du recours à un discours de circonstance islamiste. Ces circonstances permirent à l'opposition de tenir un discours radical sans toutefois attaquer directement les fondements du pouvoir du roi, ce qui aurait provoqué une vague de répression.